



Lettre ouverte à Damien Meslot et Michel Zumkeller, députés du Territoire de Belfort

**Les fonctionnaires ne doivent pas être les boucs émissaires de la
crise financière !**

Les agents titulaires et contractuels des 3 fonctions publiques ont pu mesurer depuis des années les effets négatifs de vos choix politiques. Comme beaucoup de salariés du secteur privé, leur pouvoir d'achat est en diminution. Face à un contexte de retour de hausse généralisée des prix, les mesures que vous avez votées à l'assemblée nationale ont encore une fois aggravé le sort fait aux salariés de la fonction publique.

En effet, le point d'indice servant de base aux calculs des rémunérations de millions de travailleurs de l'Etat a été gelé pour la 2^{ème} année consécutive. Résultat immédiat de ce gel sur la fiche de paie : stagnation voire même diminution ! En effet, ce choix de votre part particulièrement injuste s'ajoute dans le même temps à vos votes précédents qui ont abouti à la suppression de milliers d'emplois dans les services publics et une hausse forte des taux de cotisations sociales de tous les agents.

Les organisations syndicales signataires de cette lettre regrettent l'absence de dialogue social avec les ministres de tutelle. Ceux-ci vont même jusqu'à se réfugier dans un discours tendant à monter les salariés du privé contre ceux du public. Las, les français ne sont pas dupes et reconnaissent quotidiennement la nécessité de services publics de qualité pour garantir la cohésion sociale, notamment en ces temps de crise économique et sociale.

Pourtant, depuis quatre ans, votre majorité parlementaire et le gouvernement auquel vous avez donné votre confiance s'acharnent sur la réduction des dépenses publiques par l'intermédiaire des personnels et de leurs salaires. Comme les salariés du privé, les agents titulaires et contractuels de la fonction publique n'ont pas à payer seuls les effets d'une crise générée par un système financier dérégulé.

Le bouc émissaire est trop facile ! Aussi les organisations syndicales se tournent vers vous pour arrêter cette logique d'austérité qui pénalise des millions de travailleurs. Il ne tient qu'à vous d'inverser cette tendance par une proposition de loi rétablissant une augmentation immédiate et conséquente du point d'indice. Celle-ci doit être la première étape nécessaire avant l'ouverture d'une véritable négociation sur les mesures de rattrapage, une revalorisation des grilles indiciaires notamment pour les plus bas salaires et une véritable politique salariale dans le respect du paritarisme.

CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA

(organisations syndicales signataires qui appellent à la grève mardi 31 mai prochain)